

30 mai 2016

Chères et chers collègues,

Après avoir pris connaissance du mémo intitulé "Résultats de 2015 du Régime de retraite de Postes Canada", l'exécutif national du SEPC doit, une fois de plus, partager ses préoccupations concernant certains messages provenant de Postes Canada.

À titre d'exemple, Postes Canada déclare:

"La caisse du Régime de retraite continue de bénéficiaire de placements prudents et d'une administration responsable, mais nous devons continuer à travailler avec tous les groupes d'intérêts de manière à relever les défis à long terme et à réaliser un régime viable".

Dans le même communiqué, Postes Canada déclare que *"sans aucun allègement de la capitalisation du déficit, Postes Canada aurait été tenue de verser un montant additionnel de 1,4 milliard de dollars"*.

Durant la dernière année, l'exécutif national du SEPC a demandé à plusieurs reprises à Postes Canada quelle est la somme d'argent qui a été théoriquement réservée pour payer mais ce que Postes Canada semble indiquer est plutôt le montant qui devra être remboursé à l'expiration de l'allègement de la capitalisation du déficit. Postes Canada a été incapable ou refuse de répondre à cette question. Il est raisonnable de soutenir qu'un administrateur responsable ferait en sorte qu'il dispose des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations de financement. L'argent devrait être budgété année après année pour satisfaire aux obligations de financement au lieu de clamer être pauvre à l'extrême lorsque (si) l'allègement de solvabilité tire à sa fin. De plus, nous croyons que Postes Canada devrait effectuer des paiements de solvabilité (même si c'est inférieur au montant total dû).

Basé sur l'hypothèse que le plan se poursuive dans l'avenir (plan de continuité), le régime a un excédent de 1,2 milliard de dollars. Le Syndicat a écrit au gouvernement du Canada en ce qui concerne nos préoccupations avec le calcul de la solvabilité ainsi qu'avec les stratégies de relations de travail utilisées pour mettre en œuvre le volet à cotisations déterminées du régime de retraite (lettre ci-jointe).

Il est également préoccupant que les cadres supérieurs semblent axés sur la diminution de l'entreprise au même moment où plusieurs autres groupes appellent à l'innovation et à l'expansion.

À titre d'exemple, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) et l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) ont publié une quantité

importante d'informations sur les services bancaires postaux. Postes Canada a déjà presque toute l'infrastructure requise et les services bancaires postaux seraient d'une grande valeur pour les Canadiens, en particulier dans les régions rurales du Canada.

De plus amples informations sur les services bancaires postaux sont disponibles au : www.sttp.ca/fr/campagnes-et-enjeux/services-bancaires-postaux

Tel qu'annoncé publiquement, le gouvernement du Canada procède à un examen indépendant de Postes Canada. Le gouvernement a confirmé que les Canadiens d'un océan à l'autre auront un mot à dire sur les services qu'ils apprécient et veulent. Nous invitons nos membres du SEPC-AFPC à partager leur point de vue et/ou préoccupations concernant l'avenir de Postes Canada soit en ligne, par médias sociaux et/ou en répondant à la question de la semaine. Les informations peuvent être accessibles au : www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/examendepostescanada-canadapostreview/index-fra.html

En résumé, le SEPC continue de travailler avec Postes Canada et avec le gouvernement du Canada mais nous restons préoccupés par le processus de consultation de Postes Canada (ou l'absence de celui-ci) concernant les modifications soit aux services publics et/ou au Régime de retraite et avec la direction dans laquelle Postes Canada se dirige. Nous croyons fermement que Postes Canada est une grande institution canadienne, qui appartient à la population de ce pays, et qui fait partie de notre patrimoine canadien. Tous les Canadiens, y compris ceux qui travaillent pour l'organisation, devraient avoir l'opportunité de faire entendre leur voix.

En toute solidarité,

L'exécutif national du SEPC

